

Revue stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Tunisie

Slaheddine Makhlouf, Karim Ben Kahla et Asma Souissi
Dar Dhiafa

14 juin 2017



IT E S

Institut Tunisien Des Etudes Stratégiques





CONTEXTE ET OBJECTIFS

Rappel:

Les objectifs de la revue

- **Diagnostic:** Élaborer une analyse participative et exhaustive de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle dans le cadre des Objectifs 2 du développement durable;
- **Politiques:** Evaluer les progrès réalisés par les politiques, les programmes et les capacités institutionnelles ainsi que les flux de ressources visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- **Gaps:** Identifier les éventuelles lacunes ou faiblesses de ces politiques et programmes
- **Propositions:** Dégager et hiérarchiser les actions qui seront nécessaires pour combler les lacunes et accélérer les progrès vers une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle

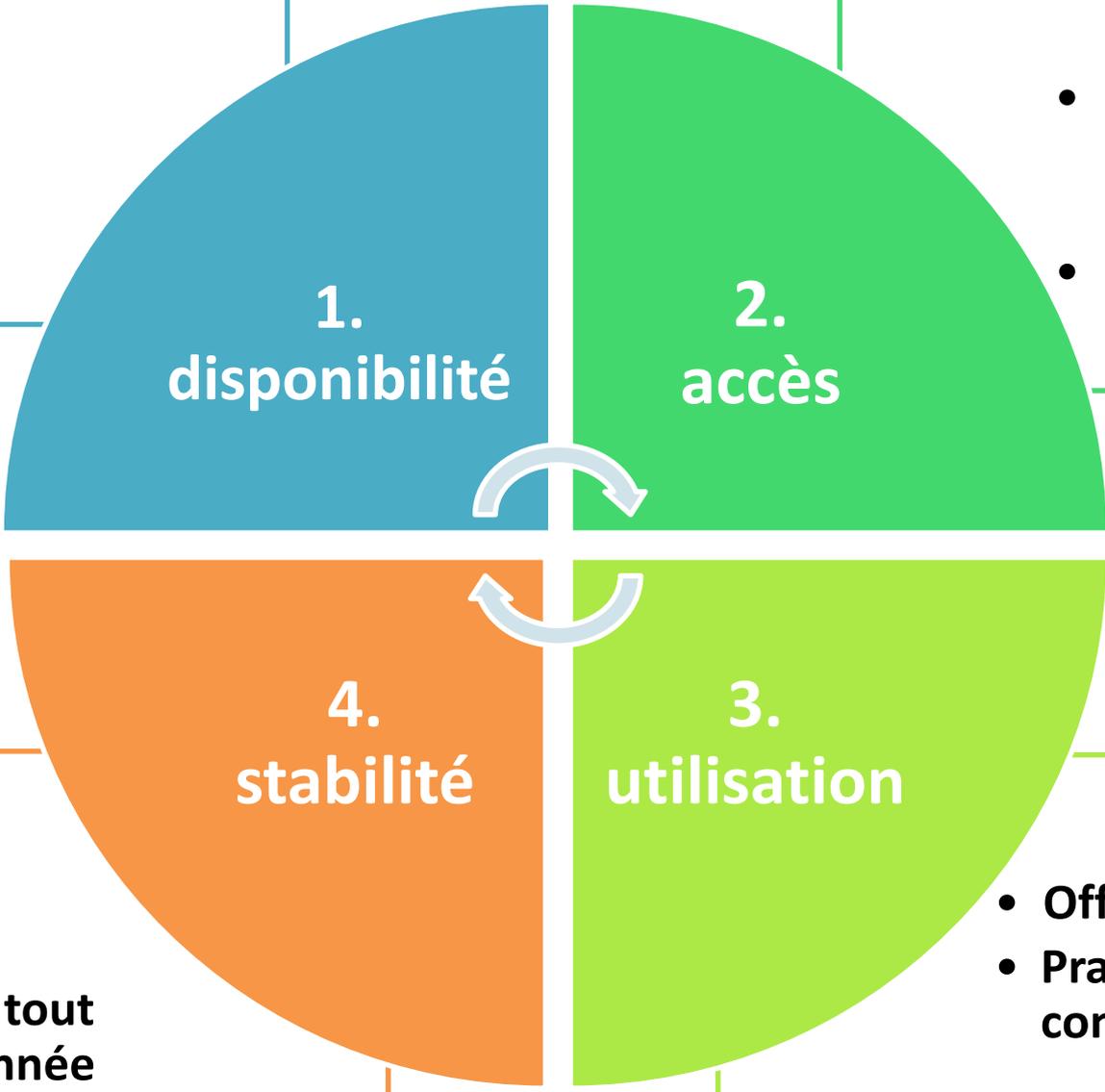
Rappel : ODD 2 :

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

- D'ici à 2030, **éliminer la faim** et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
- D'ici à 2030, **mettre fin à toutes les formes de malnutrition**, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées



- **Production locale**
- **Importations**
- **Aide alimentaire**



- **Production des ménages**
- **Existence et accès aux marchés locaux**
- **Réseaux publics de soutien**

- **Dimensions stables et satisfaisantes tout au long de l'année**

- **Offre alimentaire**
- **Pratiques de consommation**

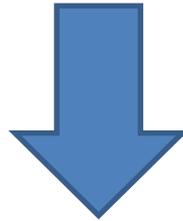
Ce qui a été fait depuis le 22 mai

- Revue de la littérature
- Une dizaine d'entretiens individuels
- Deux focus groupes
- Questionnaire aux CRDA (cartographie des risques dans les régions)
- Questionnaire aux responsables des structures en charge de l'alimentation dans différents ministères
- Rédaction de l'avant dernière version du rapport
 - Situation actuelle/constats
 - Les politiques
 - Les défis/gaps
 - Les recommandations



I - DIAGNOSTIC

Hypothèse fondamentale



Sécurité alimentaire (orientation court terme)
est intimement liée à la **durabilité agricole**
(orientation **moyen et long terme**)

La situation du secteur agricole (1/2)

- Une baisse relative de la part de l'agriculture dans le PIB ;
- Une valeur ajoutée qui reste faible et en deçà de ce que des pays comparables arrivent à réaliser ;
- Une productivité relativement faible des facteurs travail et capital, notamment du dernier ;
- Une faible mécanisation ;
- Un secteur qui joue le rôle d'amortisseur des chocs qui déstabilisent l'économie tunisienne ;

La situation du secteur agricole (2/2)

- Un secteur qui a pu récupérer son retard de production par rapport à la moyenne mondiale mais qui:
 - s'est fait dépasser par celui de pays comparables, et
 - connaît encore une trop grosse variabilité qui décourage l'investissement et la prise de risques.
- Un déficit de la balance alimentaire qui s'est nettement aggravé après 2011 ;
- Des efforts d'investissement de la part de l'Etat mais un investissement privé qui stagne;
- Une « féminisation de l'agriculture »: croissance de la participation des femmes dans le secteur (production / travail) pas accompagné d'une telle croissance dans l'accès aux ressources.

1. La disponibilité

L'offre alimentaire est suffisante ...

- L'amélioration de la production et de la productivité locale n'a pas empêché l'augmentation de l'importation des produits alimentaires:
 - Les importations alimentaires ont représenté **9,2%**
 - La part des **céréales** dans la valeur des importations alimentaires dépasse **43%**, suivi par les huiles végétales et les sucres et dérivés
- En général, la « disponibilité alimentaire » ne pose pas de problèmes en Tunisie : les aliments sont disponibles, soit produits localement soit importés

... néanmoins, il y a des risques

- **Changement climatique et dégradation des ressources naturelles:**
 - Eau :
 - Disponibilité per capita réduite de 60% entre 1960 et 2006
 - Le tunisien dispose actuellement de moins de 400 m³d'eau renouvelables/an. (inférieur au seuil de la pauvreté hydrique)
 - À ce rythme, le pays sera classé 33eme quant au risque éminent de pénurie d'eau d'ici 2040 (World Resources Institute), et de perdre plus de 80% de ses ressources d'eau non renouvelable (Luo et al., 2015)
 - Sols et terre :
 - Qualité des sols / fertilité limitée
 - Sensibilité à l'érosion et la désertification (risque de perdre 50% des surfaces cultivables d'ici 2050)
 - Morcellement des propriétés
- Augmentation du ratio de **dépendance aux importations** des céréales : environ (60%)
- Autres risques :
 - Biosécurité;
 - Maladies infectieuses
 - Logistique (stockage, gaspillage et pertes)

2. L'accès

L'accès physique est quasiment assuré à l'échelle nationale ...

- La distribution de la production agricole et de la pêche est assurée par le secteur public, tandis que le secteur privé monopolise les circuits de distribution des produits avicoles
- Le réseau routier assure la quasi-totalité des déplacements des personnes et environ 80% du transport de marchandises
- **Risques** : dégradation des infrastructures et baisse de la performance en logistique

... mais l'accès économique représente un risque, surtout pour les groupes vulnérables

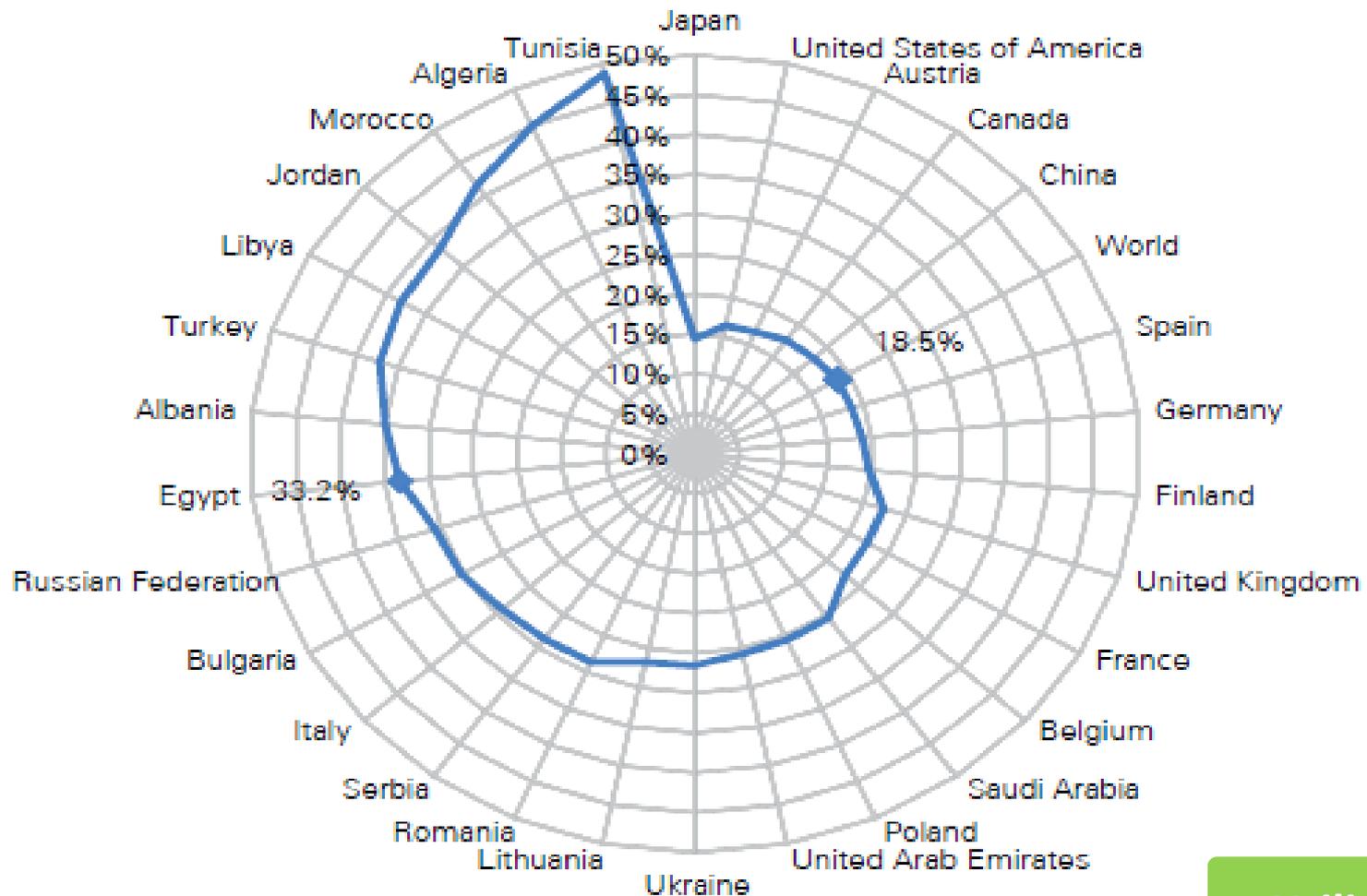
- L'accès est mis en question par des barrières économiques et monétaires, dont :
 - L'inflation et la perte du pouvoir d'achat ;
 - Le chômage ;
 - La dépendance aux importations ; et
 - La faible croissance économique.
- Les groupes les plus vulnérables quant à l'accès à l'alimentation sont :
 - Les habitants des zones rurales ;
 - Les habitants des zones du Centre Ouest et du Nord Ouest (où les taux de pauvreté dépassent les 32%) ;
 - Les femmes et les enfants : en particulier les femmes rurales chef de familles monoparentales (main d'œuvre agricole occasionnelle et sous-rémunérée).

3. L'utilisation

Les habitudes alimentaires changent, mais les céréales demeurent prédominantes

- Transition de la consommation alimentaire :
 - Diminution de la consommation des céréales (de 204 kg per capita en 1985 à 175 en 2015) ;
 - Augmentation des produits d'origine animale notamment du lait et des produits laitiers (d'environ 51kg à 150 kg pour la même période) ;
 - Forte augmentation de la part des protéines animales dans la ration protéinique (34% en 2015 contre moins de 23% en 2000).
- **Néanmoins, les céréales apportent toujours près de 50% des besoins énergétiques**

La Tunisie a le plus haut indice d'apport calorique provenant du blé au monde.



Utilisation

Le gaspillage alimentaire reste un grave problème

- Le principal produit gaspillé par les tunisiens est le pain.
 - Environ **16% du pain** acheté fini dans les poubelles, suivi par les produits à base de céréales (10%), les légumes (6,5%), les fruits (4%), le lait et ses dérivés (2,3%) et les viandes (2%).
- Dans la grande distribution, le gaspillage alimentaire atteint 2,8 millions de dinars (INC); et en moyenne 17 DT par personne et par mois dans les ménages.

Les risques de santé et la maladie liée à la nutrition : surpoids et anémie

- Environ 46% des tunisiens sont en **surpoids** :
 - Selon les chiffres de l'enquête du Ministère de la santé **l'obésité** touche 30% de la population entre 35 et 70 ans et 9% des enfants en âge préscolaire ;
 - Les femmes sont les plus affectées par les problèmes d'obésité (13% contre 6,6% des hommes).
- 29% des tunisiens seraient **anémiques** (chiffre non encore publié sur la déficience en fer)
- **Transition alimentaire et épidémiologique** : risque d'expansion du diabète, des maladies cardiovasculaires, cérébro-vasculaires et de certains cancers.

4. La stabilité

Quelques facteurs menaçant la stabilité de la sécurité alimentaire

- Dépendance aux importations des céréales ;
- Croissance de la valeur des importations alimentaires, volatilité des prix dans les marchés intérieurs et internationaux des produits de base ;
- Dégradation de la variabilité de la production et des disponibilités des produits alimentaires ;
- Score de Stabilité politique et d'absence de violence/terrorisme a diminué, et les troubles sociaux continuent ;
- Autres risques associés au changement climatique (moyen / long terme)

Sécurité alimentaire: une performance moyenne à l'échelle mondiale

	Score / 100					Classement / 113				
	2012	2013	2014	2015	2016	2012	2013	2014	2015	2016
Score global	55,9	54,8	56,6	57,3	57,9	55	=56	=54	55	53
accessibilité	53,5	52,3	55,8	55,8	56,7	61	64	58	59	59
Disponibilité	56,7	55,3	56,3	57,7	57,4	54	58	54	55	56
Qualité et stabilité	59,6	59,5	59,5	60,1	62,2	=52	52	53	51	50

La Tunisie est classée 53/113 en termes d'indice de sécurité alimentaire, ayant gagnée 2 places depuis 2012, avec un score qui est passé de 56 à 58 / 100



II - POLITIQUES

Appui de l'État au secteur agricole

- Encouragement à l'investissement dans le domaine agricole :
 - Avantages économiques accordés au secteur ;
 - Réforme de la politique foncière.
- Gestion de l'eau: incitation à des projets d'avenir pour affronter les risques hydrauliques (projet « Eau 2050 »)
- Autres incitations visent à assurer la pérennité du secteur agricole et sa croissance (travaux de conservation, vulgarisation, protection douanière, etc.)

Systeme de protection sociale et sécurité alimentaire

- L'action publique tunisienne en matière de protection sociale est principalement portée par deux programmes :
 - Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN)
 - Caisse des compensations (CGC)
- D'autres programmes font partie du filet de protection sociale et contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tels que :
 - Des programmes de la politique nationale de santé (AMG 1 & 2);
 - le Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAS).

III – GAPS DANS LA RÉPONSE DES POLITIQUES ET PROGRAMMES NATIONAUX

Principaux gaps liés à la disponibilité et l'accès

- Les **ressources naturelles** et les intrants : des réponses politiques insuffisantes, concernant, par exemple :
 - L'eau: gaspillage et perte, vieillissement des infrastructures, surexploitation des nappes, utilisation illicite.
 - La terre et les sols: réforme du régime foncier, désertification, érosion, pertes des terres agricoles, urbanisation anarchique.
- **Production et distribution**: manque de coordination entre industriels et agriculteurs, chevauchement et manque de synergies entre les intervenants;
- **Dégradation de la logistique**, faiblesses en capacités de stockage et de transfert ;
- **Contrebande**, marché parallèle et manque de transparence des circuits de distribution.

Les principaux gaps en matière d'utilisation

- **Gaspillage**: manque d'une réponse politique coordonnée
- Absence d'une loi sur **l'étiquetage** nutritionnel
- Faiblesses du **cadre réglementaire** (normalisation), faible **traçabilité** des produits et difficultés de se conformer aux standards internationaux
- Faible évaluation et gestion préventive des **risques sanitaires** et phytosanitaire, et faible contrôle de l'alimentation hors ménage.
- Faible contrôle du contenu des **publicités alimentaires**
- Faible application des lois et des textes de **défense des consommateurs**
- Faible **coordination** entre les institutions et les organisations (notamment les Ministères de la Santé, du Commerce, de l'Agriculture et de l'Environnement)

Autres gaps

- **Recherche :**
 - Décalage et inadéquation entre besoins et résultats
 - Problèmes de financement
 - Fuite des cerveaux
- **Formation & vulgarisation :**
 - Absence d'une stratégie nationale de la vulgarisation
 - Besoin de réviser la législation relative à la vulgarisation et de renforcer le « corps » des vulgarisateurs
 - Problèmes de financement
 - Manque de synergies entre de multiples organismes et institutions

IV - RECOMMENDATIONS

Quelques propositions recueillies durant l'exercice (1/4)

- Mise en place d'une stratégie nationale multisectorielle pour une alimentation saine, tenant compte des nouveaux risques liés à la transition alimentaire.
 - Mettre en place des logos ou des couleurs faciles à comprendre et à remarquer sur les qualités nutritionnelles des produits.
 - Obliger la télévision nationale à faire des spots publicitaires pour sensibiliser aux questions de l'alimentation et du gaspillage.
- Mettre en place un socle de protection sociale qui comporte les garanties qui suivent :
 - L'accès à des soins de santé ;
 - La sécurité élémentaire pour les enfants, assurant l'accès à l'éducation et l'alimentation ;
 - La sécurité élémentaire des revenus pour les personnes âgées.

Quelques propositions recueillies durant l'exercice (2/4)

- Refondre le système de vulgarisation agricole.
- Mieux promouvoir l'entreprenariat agricole:
 - plus d'encadrement et de financement pour les jeunes et pour les femmes;
 - meilleure diffusion/exploitation du nouveau code d'investissement;
 - revoir à la hausse le plafond pour le crédit foncier pour les jeunes.
- Miser sur la formation d'une main d'œuvre spécialisée (plutôt que généraliste).
- Encourager l'Innovation agricole dans tous les domaines (technique, formation, commercialisation, etc.).
- Revaloriser les techniques ancestrales (le bio) et retour vers les systèmes de production sains et traditionnels.

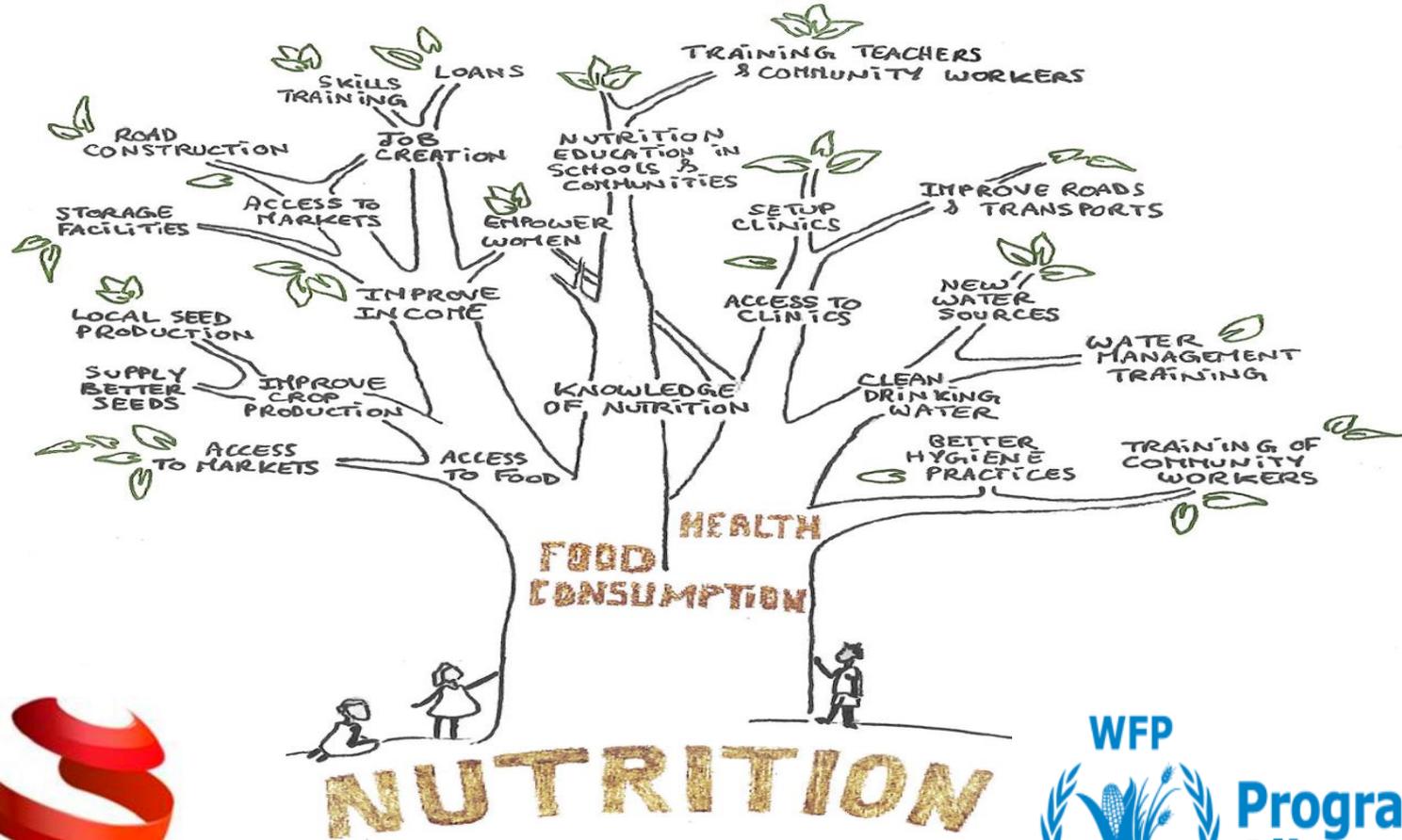
Quelques propositions recueillies durant l'exercice (3/4)

- Éducation et initiation des enfants en matière des pratiques agricoles et l'alimentation saine.
- Actualisation du répertoire des terres agricoles, incitation des agriculteurs à ne pas abandonner les terres et programmation de la production agricole selon les besoins.
- Améliorer l'accès aux marchés tunisiens (barrières procédurales, administratives et logistiques) et aux marchés internationaux (barrières sanitaires et autres barrières tarifaires et non tarifaires).
- Exploration de nouveaux marchés (Afrique, Asie, etc.) et analyse des causes du refoulement (rejet) des produits tunisiens par certaines destinations et recherche des moyens pour surmonter ces problèmes.

Quelques propositions recueillies durant l'exercice (4/4)

- Mieux valoriser les ressources en eau et en sols, intensifier les systèmes de production et miser sur l'amélioration et le progrès technique.
- Mieux valoriser les produits de terroir (créer une chaîne de valeur autour de ces produits permettrait l'amélioration des revenus des petits agriculteurs et des femmes rurales)
- Mettre en place une stratégie claire de regroupement des petits producteurs (agriculteurs, femmes rurales productrices)
- Mettre en place une démarche participative visant l'agrégation et l'organisation des filières
- Développer et vulgariser la démarche marketing (trouver un moyen de garantir la commercialisation avant même de produire)

Merci de votre attention



IT ES

Institut Tunisien Des Etudes Stratégiques



OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



Programme
Alimentaire
Mondial

wfp.org/fr